



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 26 /DDPP/2018
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire

VU le titre 1^{er} du livre V et le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement et notamment les articles L. 171-8 et L. 511-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 mai 2011 autorisant la société ERIC PAGE à exploiter une carrière de roches dures sur le territoire de la commune de Villerest, lieudit "Braille Ouest", et notamment l'article 1 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 28 décembre 2017, établi à la suite d'une visite d'inspection du 14 décembre 2017, constatant que l'exploitant ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation du 3 mai 2011 susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les obligations imposées par l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 mai 2011 susvisé, s'agissant notamment des horaires de fonctionnement fixés (de 7 h à 18h du lundi au vendredi) ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son installation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – La société ERIC PAGE, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Villerest, lieudit "Braille Ouest", est mise en demeure de cesser immédiatement toute activité entre 18 heures et 7 heures les jours de semaine ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de Villerest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le ^{Pour le Préfet}
et par délégation
Le Secrétaire Général

25 JAN. 2018


Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Société ERIC PAGE

781 route du Pont

42300 VILLEREST

-Mairie de Villerest

- Sous-Préfecture de Roanne

- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43

- Archives

- Chrono